



CENTRE PATRONAL

Route du Lac 2
1094 Paudex

Case postale 1215
1001 Lausanne

Tél. 021 796 33 00
Fax 021 796 33 11
info@centrepatronal.ch
www.centrepatronal.ch

CCP 10-13744-9
TVA/MWSt 270 039

Monbijoustrasse 14
Postfach 5236
3001 Bern
Tél. 0313 909 909
Fax 0313 909 903
cpbern@centrepatronal.ch

**Office fédéral des assurances sociales,
domaine famille, générations et société**
Effingerstrasse 20

3003 Berne

Paudex, le 21 décembre 2009
AM/sa

Révision totale de la loi sur les activités de jeunesse : procédure de consultation

Madame, Monsieur,

Nous avons examiné le dossier de consultation cité en titre et vous faisons part de nos déterminations.

A nos yeux, la révision totale de la loi actuelle pour en faire une nouvelle loi sur l'encouragement de l'enfance et de la jeunesse (LEEJ), fondée sur l'article 67 al. 2 de la Constitution, ne s'impose nullement. Aussi rejetons-nous ce projet, aux contours mal définis et qui marque une mainmise accrue de la Confédération dans le domaine des activités de jeunesse.

L'art. 67 al. 2 de la Constitution fédérale stipule que « en complément des mesures cantonales, la Confédération peut favoriser les activités extra-scolaires des enfants et des jeunes ». Outre la formule potestative utilisée, cette disposition traduit bien les compétences purement subsidiaires de la Confédération en la matière. Or, le projet donne des prérogatives extrêmement vastes à l'Etat fédéral, qui vont bien au-delà de ce que l'on entend communément par « subsidiarité ». Même si le rapport explicatif s'en défend et affirme ci et là le rôle prépondérant des cantons et des communes, il se trahit plus d'une fois en parlant par exemple de la nécessité d'un « engagement accru de la Confédération » (p. 22), du « rôle moteur » que doit jouer l'Etat fédéral (p. 24) ou encore en affichant la volonté de mettre les cantons au pas, dans la mesure où « ils règlent de façon très variée l'organisation de la politique de l'enfance et de la jeunesse », cette situation présentant manifestement des « lacunes et des faiblesses graves » (p. 22).

Pour remédier à cet état de fait, le projet renforce considérablement, et selon nous de manière inadmissible, l'engagement de la Confédération dans la politique de l'enfance et de la jeunesse, par exemple :

- en étendant son soutien à l'animation en milieu ouvert et pas seulement dans le monde associatif ;
- en élargissant le groupe cible aux enfants fréquentant l'école enfantine (art. 4);
- en incluant dans la définition des projets d'importance nationale non plus seulement les projets qui sont réalisés à l'échelle nationale ou dans une région linguistique, mais également "les projets tout aussi bien réalisables en d'autres lieux ou à un autre échelon politique" (art. 5) ;
- en utilisant des notions vagues et subjectives telles que des projets qui "peuvent servir de modèle pour le développement des activités extrascolaires" ou qui "encouragent particulièrement la participation des enfants et des jeunes à l'élaboration et à la mise en œuvre du projet considéré" (art. 8);
- en donnant une base légale à la Session fédérale des jeunes (art. 10) et surtout en exprimant la volonté d'étendre la participation des jeunes à cette manifestation, dont on peine à être convaincu de l'efficacité. Si l'on en juge par exemple par les expériences cantonales en matière de parlements de jeunes, on peut en effet s'interroger sur l'utilité de tels instruments, dès lors que rien n'est fait dans nos écoles pour élever le niveau de l'instruction civique et la compréhension par les jeunes du fonctionnement de nos institutions;
- en intensifiant la surveillance des politiques cantonales, appelée pudiquement " l'échange d'informations et d'expériences" (art. 18);
- en allouant aux cantons, moyennant signature de contrats de prestations, des aides financières pour des programmes visant à développer leur politique de l'enfance et de la jeunesse (art. 25).

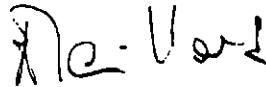
Une pareille immixtion de l'Etat fédéral dans le domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse ne saurait être tolérée et est contraire au principe de subsidiarité de l'art. 5a de la Constitution. Un tel domaine est de la compétence du privé, des communes et des cantons et doit le rester. Concernant les aides financières aux cantons, il faut relever que cette aide est à la fois limitée dans le temps (8 ans) et quant à ses montants (au plus 50% des dépenses imputables); ces éléments ne manqueront pas de générer des charges dans le budget des cantons qui auront mordu à l'hameçon.

La loi actuelle, qui permet à la Confédération de soutenir aujourd'hui, par des aides financières annuelles, les activités et le travail de coordination des associations faitières et des organisations de jeunesse présentant un intérêt national ainsi que la formation de jeunes exerçant des fonctions de direction à titre bénévole, suffit amplement et n'a nul besoin, selon nous, d'une révision totale. Composée de 14 articles, clairs et compréhensibles, cette loi est conforme au principe de subsidiarité cité plus haut et permet déjà de subventionner certaines associations faitières actives

dans l'animation jeunesse en milieu ouvert. Tout au plus pourrait-on admettre quelques aménagements mineurs pour tenir compte de l'évolution socioculturelle ou pour améliorer le pilotage stratégique des aides financières de la Confédération (contrôle de la qualité des projets par exemple).

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à ces lignes et vous prions d'agrèer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

CENTRE PATRONAL

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Alain Maillard', written in a cursive style.

Alain Maillard



Bundesamt für Sozialversicherungen
Geschäftsfeld Familie, Generationen und Gesellschaft
Effingerstrasse 20
3003 Bern

14. Januar 2010

**Totalrevision des Bundesgesetzes vom 6. Oktober 1989 über die Förderung der
ausserschulischen Jugendarbeit: Stellungnahme von economisesuisse**

Sehr geehrte Frau Binder
Sehr geehrte Damen und Herren

In Ihrem Schreiben vom 1. Oktober 2010 haben Sie economisesuisse eingeladen, im Rahmen der Vernehmlassung zur Totalrevision des Bundesgesetzes über die Förderung der ausserschulischen Jugendarbeit (Jugendförderungsgesetz, JFG) eine Stellungnahme einzureichen. Für diese Möglichkeit möchten wir uns ganz herzlich bedanken. Gerne machen wir davon Gebrauch.

economisesuisse unterstützt grundsätzlich den Versuch, die Förderung der Kinder und Jugendlichen an die heutigen Gegebenheiten anzupassen. Zu Ihrer Vorlage haben wir dennoch folgende Bemerkungen:

- Wir lehnen *Art. 1 Abs. 1 lit. b*, d.h. die Unterstützung der Gemeinden für zeitlich begrenzte Vorhaben im Bereich ausserschulische Arbeit, ab. Der Bund sollte rein subsidiär und in Ergänzung zu kantonalen Massnahmen die ausserschulische Arbeit mit Kindern und Jugendlichen unterstützen. Entsprechend fordern wir ebenfalls die Streichung von *Art. 11 des 3. Abschnittes*.
- *Art. 6* sollte sicherstellen, dass für private Trägerschaften nicht die Möglichkeit besteht, für ein und dieselben Tätigkeiten mehrfach Subventionen zu kassieren. Wir stellen die Frage, ob *Art. 6*, insbesondere *Art. 6 Abs. 2*, dafür ausreichend ist.
- Wir lehnen *Art. 10* ab. Es sollen die gängigen Bedingungen der Einzelorganisationen für Finanzhilfen gelten. Entsprechend ändert sich auch *Art. 13 Abs. 2*, in dem *Art. 10* ebenfalls wegfällt. Auch hier ist eine Bevorzugung gegenüber anderen Projekten nicht zweckmässig.

Für weitere Anmerkungen und Kritikpunkte verweisen wir gerne auf die Antwort des Schweizerischen Arbeitgeberverbands, die wir voll und ganz unterstützen.

Wir möchten uns noch einmal für die Gelegenheit zur Meinungsäusserung bedanken. Wir hoffen, dass unsere Einwände berücksichtigt werden.

Freundliche Grüsse
economiesuisse



Prof. Dr. Rudolf Minsch
Chefökonom / Leiter Wirtschaftspolitik,
Bildung & Energie



Dr. Philipp Bauer, rer. pol.
Projektleiter

Bundesamt für Sozialversicherung BSV
Geschäftsfeld Familien, Generationen und
Gesellschaft
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Zürich, 21. Januar 2010 HSC

Vernehmlassung zur Totalrevision des Bundesgesetzes vom 6. 10.1989 über die Förderung der ausserschulischen Jugendarbeit (Jugendförderungsgesetz)

Sehr geehrte Frau Binder
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit, uns zu dieser Vorlage äussern zu können und für die uns gewährte Fristverlängerung.

Grundsätzliche Bemerkungen

Der KV Schweiz unterstützt, dass mit der vorgeschlagenen Totalrevision die Zielsetzungen, das Instrumentarium und die Dotierung der Förderung der ausserschulischen Arbeit mit Kindern und Jugendlichen den heutigen Gegebenheiten angepasst und erweitert werden sollen. Durch die sich ändernden Familienstrukturen, durch ein ständig wachsendes Konsumangebot (mit auch bereits für Kinder spürbarem erhöhtem Entscheidungsdruck) und durch ein immer multikulturelles Umfeld hat sich der Bedarf für Gefässe erhöht, welche das „Hineinwachsen“ von Kindern und Jugendlichen in die Gesellschaft unterstützen und absichern. Die ausserschulische Jugendarbeit erfüllt Aufgaben, die ein stärkeres Engagement und damit auch höhere Mittel der öffentlichen Hand unabdingbar machen. Allerdings sind die dafür vorgesehenen Mittel unseres Erachtens sehr bescheiden - zu bescheiden - dotiert.

Konkret unterstützen wir die nachfolgenden, im Revisionsentwurf enthaltenen Neuerungen

- Wir begrüßen, dass die **Zielgruppe altersmässig nach unten erweitert** wird und neu auch **Kinder ab Kindergartenalter** bis hin zu jungen Erwachsenen bis 25 umfasst.
- Wir erachten es als richtig, die Revisionsvorlage auf die 3 Prinzipien - **Schutz, Förderung und Mitwirkung** von Kindern und Jugendlichen – abzustützen. Ausserschulische Kinder- und Jugendförderung umfasst damit nicht nur Betreuung, sondern auch - nicht formales – Lernen und Bilden (Persönlichkeitsbildung, soziale Kompetenz).
- Wir **unterstützen** den Einbezug der **offenen Formen der ausserschulischen Arbeit** mit Kindern und Jugendlichen. Dieser Schritt darf jedoch nicht zulasten der Unterstützung der Tätigkeit der Jugendverbände - gehen. Letztere sind bevölkerungsmässig breit abgestützt, leisten vorwiegend Freiwilligenarbeit, wobei hier häufig Jugendliche Aufgaben gegenüber Kindern wahrnehmen. Offene Jugendarbeit und die Arbeit der Jugendverbände ergänzen sich.
- Wir unterstützten die gesetzliche Verankerung der Unterstützung und Förderung der **Eigenössischen Jugendsession**. Dabei sollte insbesondere die Beteiligung von Jugendlichen mit „besonderem Förderbedarf“ erhöht werden können. Die Jugendsession ist ein wichtiges Symbol für die Beteiligungsmöglichkeit von Jugendlichen an politischen Prozessen.
- Wir erachten es als richtig und notwendig, dass der Bund **Anreize für die Kantone zur Weiterentwicklung ihrer Kinder- und Jugendpolitik setzt**. Da die Verfassungsgrundlage für ein Rahmengesetz fehlt, unterstützen wir die vorgeschlagene Alternative einer auf 8 Jahre befristeten Anschubfinanzierung kantonaler Programme durch den Bund. Wir befürworten auch einen verstärkten Erfahrungs- und Informationsaustausch.
- **Ja zu einer Verstärkung der horizontalen Koordination auf Bundesebene.**

Skeptisch bzw. **ablehnend** stehen wir der **Unterstützung der Gemeinden** gegenüber. In der vorgeschlagenen Konzeption kann der Bund nur subsidiär zu den Kantonen tätig werden. Der Einbezug der Gemeinden würde aber diese „Arbeitsteilung“ verwischen. Ansprechpartner für den Bund sollen nur die Kantone und die privaten Träger sein.

Wir **bezweifeln** aber, ob die vorgesehenen **zusätzlichen finanziellen Mittel ausreichen, um die neu anvisierten Aufgaben zu ermöglichen**. Die Gefahr besteht, dass auch ein Teil der bisherigen Gelder für den **Aufbau der offenen Jugendarbeit** verwendet wird, was einen **Abbau der Unterstützung der Arbeit der Jugendverbände** bewirkte. Eine **Schwächung der Jugendverbände** - kann aber nicht Ziel der Vorlage sein, dies wäre **kontraproduktiv**. Die vorgesehenen Beträge müssen überprüft und gegebenenfalls erhöht werden.

Bemerkungen zu Einzelbestimmungen

Art. 1 (Gegenstand)

Die Unterstützung der Gemeinden gehört in die Kompetenz der Kantone, lit. b ist zu streichen.

Art. 7 Abs. 2, lit. B und c (Finanzhilfen für die Betriebsstruktur und regelmässige Aktivitäten)

Nachdem die Revision Anstösse für einen Ausbau der ausserschulischen Jugendarbeit setzten will, sind wir der Ansicht, dass die Bestimmung in Abs. 2 lit. b weniger restriktiv gefasst werden und stattdessen die Unterstützungswürdigkeit im Einzelfall beurteilt werden soll.

Art. 10 (Eidg. Jugendsession)

Wir begrüssen die Verankerung der finanziellen Unterstützung.

Art. 11 (Finanzhilfen an Gemeinden)

Wir lehnen diesen Artikel ab, da dadurch die Rolle der Kantone unklar würde.

Art. 14 Abs. 1 lit. d (Bemessung der Finanzhilfe)

Wir unterstützen die von der Schweiz. Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände eingebrachten Vorbehalte. Die Berücksichtigung der Bedürfnisse von Kindern und Jugendlichen mit besonderem Förderungsbedarf soll richtigerweise mit Anreizen gefördert werden, darf aber nicht zu einem zwingenden Kriterium werden. Die Arbeit der Jugendverbände zielt weiterhin darauf ab, nicht nur Betroffene dieser Gruppen, sondern Kinder und Jugendliche aller Bevölkerungsschichten anzusprechen. Art. 14 muss entsprechend angepasst werden.

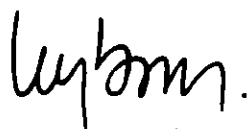
Art. 25 Übergangsbestimmungen

Wir unterstützen die Konzeption, die Kinder- und Jugendförderung der Kantone mit einer zeitlich beschränkten Anschubfinanzierung auszubauen. Sollte die in Art. 23 vorgeschriebene Evaluation aber zum Schluss führen, dass die Anschubfinanzierung die Ziele nur teilweise zu erreichen vermag, müsste die Schaffung einer Verfassungsgrundlage zur Kinder- und Jugendförderung geprüft werden.

Wir danken Ihnen für die Aufmerksamkeit, die Sie unseren Ausführungen schenken.

Freundliche Grüsse

Kaufmännischer Verband Schweiz



lic. iur. Peter Kyburz
Generalsekretär



lic. iur. Barbara Gisi
Leiterin Angestelltenpolitik



Bundesamt für Sozialversicherungen
Geschäftsfeld Familie, Generationen
und Gesellschaft
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Zürich, 13. Januar 2010 Ze/sm

Stellungnahme zur Totalrevision des Jugendförderungsgesetzes

Sehr geehrter Herr Bundesrat
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 1. Oktober 2009 wurden wir zur Vernehmlassung zum oben genannten Geschäft eingeladen. Für die uns gegebene Gelegenheit zur Stellungnahme danken wir Ihnen bestens.

Zusammenfassung der Position des Schweizerischen Arbeitgeberverbandes (SAV)

Unsere Position lässt sich wie folgt zusammenfassen:

- Wir unterstützen das Bestreben der Totalrevision, die Kinder- und Jugendförderung des Bundes den heutigen Verhältnissen anzupassen.
- Das Schwergewicht sollte auf der Projektförderung bei Einzelorganisationen liegen, dort wo die konkrete ausserschulische Kinder- und Jugendarbeit stattfindet.
- Eine wichtige Rolle des Bundes besteht darin, für den koordinierten und gezielten Mitteleinsatz zu sorgen.
- Die direkte Unterstützung der Gemeinden lehnen wir aus Gründen der Verfassungsordnung ab.

1. Allgemeine Beurteilung

Der ausserschulische Jugendarbeit fällt heute mit steigender Tendenz zweifellos eine wichtigere Rolle zu als noch vor einigen Jahren. Sie ergänzt das formelle Bildungssystem und bietet einen organisatorischen Rahmen, wo Kinder und Jugendliche soziale Verantwortung übernehmen können und wichtige Schlüsselkompetenzen für ihr gesellschaftliches und berufliches Leben erwerben können. Aufgrund von gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Veränderungen erachten wir eine Überarbeitung des Gesetzes



als angezeigt. Wichtig scheint uns allerdings, dass die Ausdehnung der Fördertätigkeit des Bundes auf offene Formen der ausserschulischen Jugendarbeit nicht auf Kosten der bewährten verbandlichen Kinder- und Jugendarbeit erfolgt. Die vorgesehenen Interventionsformen des Bundes, welche insbesondere die Beziehungen zwischen Bund und Kantonen tangieren erachten wir unter verfassungsmässigen Aspekten als problematisch. Der vorgesehene administrative Aufwand bei Bund (Projekt Datenbank) scheint uns überhöht, ohne direkten Nutzen bei der Zielgruppe zu stiften.

2. Bemerkungen zu ausgewählten Artikeln

Art. 1 Gegenstand

Wir lehnen die Unterstützung der Gemeinden für zeitlich begrenzte Vorhaben im Bereich ausserschulischer Arbeit ab. Einerseits sehen wir dazu keine Notwendigkeit, haben doch die Gemeinden eigene Steuermittel zur Verfügung, andererseits würde dies zu Widersprüchen mit der verfassungsmässigen Aufgabenteilung in diesem Bereich kommen (BV Art. 67 Abs. 2), wonach der Bund in Ergänzung der Kantone interveniert und nicht an derer statt.

Antrag: Streichung von Art. 1 Abs. 1 lit. b

Art. 4 Zielgruppen

Die Herabsetzung der unteren Altersbegrenzung hat zu kontroversen Rückmeldungen unserer Mitglieder geführt. Wir begrüessen jedoch die Regelung, da sie sich an HarmoS (Kindergartenalter) orientiert und bei Bedarf eine frühe Kinderförderung mit dem entsprechenden Präventions- und Integrationspotential möglich macht. Grundsätzlich sind wir jedoch der Ansicht, dass die Förderung von Kindern im Kindergartenalter primär Aufgabe der Eltern, der Kindergärten und der Kinderhorte ist.

Art. 6 Voraussetzungen

Korrekterweise wird durch den Absatz 2 verhindert, dass bestimmte Tätigkeiten über unterschiedliche Gesetze doppelt subventioniert werden können. Wir gehen davon aus, dass keine andere Gesetzeslücke besteht und dadurch eine Kumulation von Subventionen generell unterbunden wird.

Art. 7 Finanzhilfen Betriebsstruktur / regelmässige Aktivitäten

Wir erwarten, dass der Schwerpunkt auf der Projektförderung bei Einzelorganisationen zu liegen kommt und zwar dort, wo die Jugendarbeit effektiv stattfindet (Art. 7 Abs. 2). Es kann unserer Meinung nach nicht in erster Linie darum gehen, Strukturen zu finanzieren (Art. 7 Abs. 1).

Die quantitativen Voraussetzungen in Art. 7 Abs. 2 lit. d können dazu führen, dass neue oder auch bewährte Modelle von der Förderung ausgeschlossen werden, obwohl sie national tätig sind und eine grosse Breitenwirkung entfalten. Art. 7 Abs 2 lit. d Ziffer 3 ist zu allgemein gehalten und macht den gesamten Absatz d unnötig.

Antrag: Eine differenzierte Regelung von Art. 7 Abs 2 lit. d ist auf Verordnungsebene vorzunehmen.



Art. 8 Finanzhilfen Modellvorhaben / Partizipationsprojekte

Es ist zu begrüßen, dass auf diese Weise neue Ansätze und Methoden gefördert werden können, sofern sie von landesweiter Bedeutung sind. Es ist auch richtig, dass nach Abs. 2 der Bund dabei thematische Schwerpunkte setzen kann. Dies erlaubt die Förderung von Prioritäten und die Bündelung der Kräfte.

Art. 10 Eidgenössische Jugendsession

Eine Verankerung dieses durchaus wertvollen Projektes im Gesetz scheint nicht zweckmässig. Eine Unterstützung könnte und sollte die üblichen Bedingungen für Finanzhilfen für Einzelorganisationen erfüllen.

Antrag: Streichung von Art. 10

Art. 11 Finanzhilfen an Gemeinden

Wir lehnen die Unterstützung der Gemeinden für zeitlich begrenzte Vorhaben im Bereich ausserschulischer Arbeit ab (vgl. Bemerkungen zu Art. 1).

Antrag: Streichung von Art. 11

Art. 13 Höhe der Finanzhilfen

Absatz 2 ermöglicht eine höhere finanzielle Unterstützung für die Eidgenössische Jugendsession (Art. 10). Diese ist zweifellos ein geeignetes, wenn auch hochschwelliges Instrument, um bei Jugendlichen das Interesse für die Politik zu fördern. Es gibt aber in der Jugendarbeit dringendere Bedürfnisse abzudecken, eine Bevorzugung gegenüber anderen Projekten, ist nicht zweckmässig.

Antrag: Die finanzielle Bevorzugung der Eidgenössischen Jugendsession (Art. 13 Abs 2) über anderen Projekten ist abzulehnen.

Art. 14 Bemessung der Finanzhilfen

Wir haben Zweifel, ob ein Projekt automatisch besser und potentiell erfolgreicher ist, wenn das Mitspracherecht von Kindern und Jugendlichen grösser ist (Art. 14 Abs 1 lit.c.). Dies dürfte stark vom projektspezifischen Zielpublikum abhängen.

Wichtig und richtig ist hingegen, dass nach Möglichkeit Eigenleistungen und Leistungen Dritter ausgewiesen werden; das manifestiert das Interesse am Projekt und ist ein Indikator für die Erfolgchancen. (Art. 14 Abs 1 lit. e.).

Art. 21 Eidgenössische Kommission für Kinder- und Jugendfragen (EKKJ)

Der Aufgabenbereich der EKKJ wurde im Gesetzesentwurf gegenüber dem Status quo ausgebaut, dadurch sind auch gewisse Doppelspurigkeiten entstanden, zum Beispiel bei der Sensibilisierung der Öffentlichkeit für die Anliegen von Kindern und Jugendlichen (vgl. Art. 7 Abs. 2 Ziff. 3). Das Pflichtenheft der Kommission und der übrigen Akteure ist genau zu definieren und die Kommissionsarbeit soll auf dem erforderlichen Minimum gehalten werden. Insbesondere was die Öffentlichkeitsarbeit betrifft, ist ein enger Zusammenhang zu ganz spezifischen Kinder- und Jugendfragen zu wahren.



Art. 25 Übergangsbestimmungen

Die vorgesehenen Massnahmen zur Anschubfinanzierung für kantonale Programme im Bereich Aufbau- und Weiterentwicklung der Kinder- und Jugendpolitik erachten wir als kritisch. Der Bund erhält hier die Möglichkeit, relativ stark in die kantonalen Hoheiten einzugreifen. Bezüglich allfälligen Leistungsverträgen braucht es, wie in anderen Bereichen üblich, eine gegenseitige Absprache und eine gemeinsame Vorbereitung mit gemeinsam festgelegten Zielen. Richtigerweise sind diese Anschubfinanzierungen zeitlich begrenzt.

Wir danken Ihnen für die Aufmerksamkeit, welche Sie unseren Bemerkungen entgegenbringen und bitten Sie, unsere Anträge, welche die Vernehmlassungen unserer Mitglieder zusammenfassen, zu berücksichtigen.

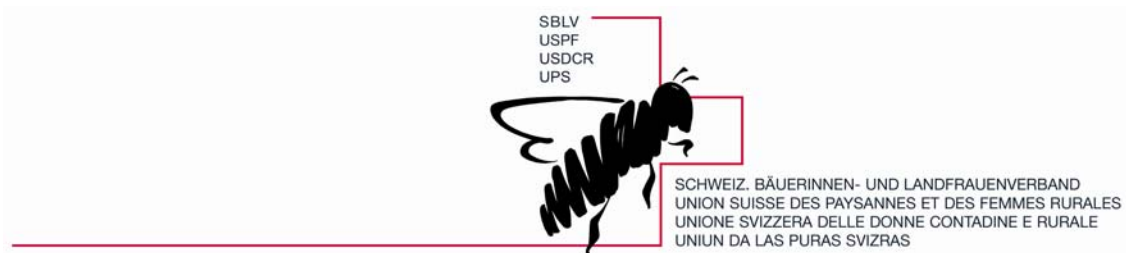
Mit freundlichen Grüssen

SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND

Thomas Daum
Direktor

Jürg Zellweger
Mitglied der Geschäftsleitung

auch per Mail an Frau Andrea Binder: andrea.binderoser@bsv.admin.ch



Bundesamt für Sozialversicherung
Geschäftsfeld Familie, Generationen und
Gesellschaft
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Brugg, 13. Januar 2010

Stellungnahme zur Vernehmlassung – Totalrevision des Bundesgesetzes vom 6. Oktober 1989 – Bundesgesetz über die Förderung der ausserschulischen Arbeit mit Kindern und Jugendlichen (Kinder- und Jugendförderungsgesetz, KJFG)

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Schweizerische Bäuerinnen- und Landfrauenverband SBLV bedankt sich für die Möglichkeit, zur oben erwähnten Totalrevision des Bundesgesetzes über die Förderung der ausserschulischen Arbeit mit Kindern und Jugendlichen (Kinder- und Jugendförderungsgesetz, KJFG) Stellung nehmen zu können.

1. Allgemeine Feststellungen

Der SBLV unterstützt die Stellungnahme des Schweizerischen Bauernverbandes SBV und verweist auf dessen Stellungnahme und übernimmt diese.

Der SBLV erachtet die Koordination und Förderung der ausserschulischen Kinder- und Jugendarbeit durch den Bund als richtig. Das Engagement durch den Bund ist angesichts der Bedeutung der Kinder- und Jugendpolitik in hohem Masse gerechtfertigt. Die Kinder- und Jugendarbeit findet auf verschiedenen Ebenen (Bund, Kantone, Gemeinden, Organisationen der Wirtschaft und Gesellschaft) und in zahlreichen Formen und Bereichen statt. Dem entsprechend liegt die Hauptaufgabe des Bundes in der Steuerung, der Koordination, im Festlegen von Vorgaben (Inhalte, Abläufe) und durch die direkte Förderung über finanzielle Unterstützung. Es ist zu begrüßen, dass der Erlass auf dem Grundsatz der Förderung konzipiert ist und nicht als Schutz- und Verbotsgesetz.

Die vorgesehene starke Gewichtung der Förderung besonderer Gruppen von Kindern und Jugendlichen aus bildungsfernen und sozial benachteiligten Bevölkerungsschichten sowie solcher mit Migrationshintergrund wird unserer Meinung nach im Begleitkommentar zu stark betont. Die Chancengleichheit muss auch bei der Kinder- und Jugendförderung gelten. Die Integration der unterschiedlichen Bevölkerungskreise muss gerade über die Kin-

der- und Jugendarbeit erfolgen. Somit dürfen die Fördermassnahmen durch die öffentliche Hand nicht ausgrenzend wirken.

Im erläuternden Bericht wird festgestellt, dass - als Folge der gesellschaftlichen Veränderungen - Kinder und Jugendliche heute offene und unverbindliche Angebote der ausser-schulischen Arbeit bevorzugen würden. Diese Analyse mag zutreffen. Hingegen sind Fördermassnahmen, die sich betont auf diese gesellschaftliche Haltung ausrichten, abzulehnen. Förderung muss immer mit einem bestimmten Mass an Verbindlichkeit und klaren

Vorgaben einher gehen. Eine selektive Auswahl von Aktivitäten innerhalb eines Angebots lehnt der SBLV ab. Erkenntnisse und Erfahrungen aus der Volksschule müssen hier im Bereich der ausser-schulischen Kinder und Jugendarbeit aufgenommen werden.

Einer ausgeprägten Konsumhaltung „Jede und jeder nimmt und lässt was zusagt; alle machen was sie wollen und was ihnen passt“ ist Einhalt zu gebieten. Fördern und Unterstützen ja, aber nach einem bestimmten Mass an Verbindlichkeit und Vorgaben.

Damit soll die Freiwilligkeit der Kinder- und Jugendarbeit in Frage gestellt werden.

Der Schweiz. Bäuerinnen- und Landfrauenverband erachtet die Verankerung der Eidgenössischen Jugendsession im neuen Gesetz als berechtigt. Damit wird diese institutionalisiert und profitiert von der entsprechenden Förderung durch den Bund.

2. Stellungnahmen zu einzelnen Artikeln

Der SBLV unterstützt die Stellungnahme des Schweizerischen Bauernverbandes SBV und verweist auf dessen Stellungnahme und übernimmt diese.

Art. 3

Der hier definierte diskriminierungsfreie Zugang zu ausser-schulischen Aktivitäten ist richtig. Der SBLV unterstützt diesen vorbehaltlos. Mit Genugtuung stellen wir fest, dass dieser wichtige Grundsatz im Widerspruch zur Zielformulierung in den Erläuterungen steht.

2. Abschnitt: Gewährung von Finanzhilfen an private Trägerschaften

Art. 6 bis 10

Die „Kann-Formulierung“ in allen Artikeln des Abschnitts lassen zu viel Interpretationsspielraum zu. Die Fördermassnahmen durch private Trägerschaften sind klarer zu regeln. Die vom Gesetzesentwurf ausgehende Unverbindlichkeit lässt zu vieles offen und stellt für private Trägerschaften eine untaugliche Grundlage dar.

Art. 7 Abs. 2 lit. c Buchstabe 2

Für die Ausrichtung der Finanzhilfe ist bei Buchstabe 2 der internationale Jugendaustausch wesentlich. Der SBLV versteht nicht, warum nur der Austausch auf internationaler Ebene gefördert werden soll. Gerade die heutige Problematik der gegenseitigen Akzeptanz der verschiedenen Sprachregionen in der Schweiz verdient, dass der nationale Austausch über die Sprachgrenzen hinweg bevorzugt wird. Die Jugendlichen lernen eine andere Sprachregion mit ihren kulturellen Eigenheiten kennen. Eine wichtige Voraussetzung, um die Vielfaltigkeit der Schweiz auch verstehen zu können. Zum Beispiel kann die Organisation „Landdienst“ jährlich über 800 Kinder und Jugendliche sprachübergreifend platzieren. Damit wird ein wichtiger Beitrag zum gegenseitigen Verständnis in unserem viersprachigen Land geleistet. Der SBLV beantragt deshalb, dass im Art. 7, Abs. 2 unter c der Punkt 2 wie folgt formuliert wird:

nationaler und internationaler Jugendaustausch.

Art. 8

Bei der Bemessung der Finanzhilfen wird auf Modellvorhaben mit gesamtschweizerischer

Bedeutung Wert gelegt. Es ist wichtig und richtig innovative Projekte zu unterstützen. Innovation soll aber nicht als Zwang verstanden werden. Gerade altbewährte Angebote können sich nicht immer wieder neu erfinden und laufen deshalb Gefahr, bei der Bemessung der Finanzhilfe zu wenig berücksichtigt zu werden.

Art. 10, Abs. 2

Der Bund gewährt nur dann Finanzhilfe an private Trägerschaften, wenn diese nachweisen können, dass sich die Jugendlichen an der Vorbereitung und Durchführung angemessen beteiligen. Der Grundsatz ist richtig. Es ist aber nicht klar, was darunter zu verstehen ist. Handelt es sich um eine finanzielle Beteiligung oder um Leistungen in der Form von eigentlicher Mitarbeit?

Der SBLV fordert in diesem Punkt eine aussagekräftigere Definition.

Für die Aufmerksamkeit, welche Sie unseren Bemerkungen entgegenbringen, danken wir Ihnen und bitten Sie, unsere Vorschläge und Ergänzungen bei der Totalrevision des Bundesgesetzes zu berücksichtigen.

Freundliche Grüsse

Schweizerischer Bäuerinnen- und Landfrauenverband SBLV

Ruth Streit
Präsidentin SBLV

Marinette Linder
Präsidentin der Kommission „Gesellschafts-,
Familien- und Sozialpolitik“

Dieses Schreiben geht ebenfalls wie gewünscht per E-Mail und im Wordformat an andrea.binderoser@bsv.admin.ch



Bundesamt für Sozialversicherung
Geschäftsfeld Familie, Generationen und
Gesellschaft
Effingerstrasse 20
2003 Bern

Brugg, 16. Dezember 2009

zuständig: Jakob Rösch
Sekretariat: Luzia Jäggle
Dokument: Rö-Stellungnahme KJFG.doc

Stellungnahme zum Entwurf des Bundesgesetzes über die Förderung der ausserschulischen Arbeit mit Kindern und Jugendlichen (Kinder- und Jugendförderungsgesetz, KJFG)

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns dafür, zum Entwurf des Kinder- und Jugendförderungsgesetz, KJFG,
Stellung nehmen zu können.

1. Allgemeine Feststellungen

Wir erachten die Koordination und Förderung der ausserschulischen Kinder- und
Jugendarbeit durch den Bund als richtig. Das Engagement durch den Bund ist angesichts
der Bedeutung der Kinder- und Jugendpolitik in hohem Masse gerechtfertigt. Die Kinder- und
Jugendarbeit findet auf verschiedenen Ebenen (Bund, Kantone, Gemeinden, Organisationen
der Wirtschaft und Gesellschaft) und in zahlreichen Formen und Bereichen statt.
Dementsprechend liegt die Hauptaufgabe des Bundes in der Steuerung, der Koordination, im
Festlegen von Vorgaben (Inhalte, Abläufe) und durch die direkte Förderung über finanzielle
Unterstützung. Es ist zu begrüßen, dass der Erlass auf dem Grundsatz der Förderung
konzipiert ist und nicht als Verbotsgesetz.

Die vorgesehene starke Gewichtung der Förderung besonderer Gruppen von Kindern und
Jugendlicher aus bildungsfernen und sozial benachteiligten Bevölkerungsschichten sowie
solcher mit Migrationshintergrund wird unseres Erachtens im Begleitkommentar zu stark
betont. Die Chancengleichheit muss auch bei der Kinder- und Jugendförderung gelten. Die
Integration der unterschiedlichen Bevölkerungskreise muss gerade über die Kinder- und
Jugendarbeit erfolgen. Somit dürfen die Fördermassnahmen durch die öffentliche Hand nicht
ausgrenzend wirken.

Im erläuternden Bericht wird festgestellt, dass - als Folge der gesellschaftlichen
Veränderungen - Kinder und Jugendliche heute offene und unverbindliche Angebote der
ausserschulischen Arbeit bevorzugen würden. Diese Analyse mag zutreffen. Hingegen sind
Fördermassnahmen, die sich betont auf diese gesellschaftliche Haltung ausrichten,
abzulehnen. Förderung muss immer mit einem bestimmten Mass an Verbindlichkeit und
klaren Vorgaben einher gehen. Eine selektive Auswahl von Aktivitäten innerhalb eines
Angebots lehnen wir ab. Erkenntnisse und Erfahrungen aus der Volksschule müssen hier im
Bereich der ausserschulischen Kinder und Jugendarbeit aufgenommen werden.



Einer ausgeprägten Konsumhaltung „Jede und jeder nimmt und lässt was zusagt; alle machen was sie wollen und was ihnen passt“ ist Einhalt zu gebieten. Fördern und Unterstützen ja, aber nach einen bestimmten Mass an Verbindlichkeit und Vorgaben. Damit soll die Freiwilligkeit der Kinder- und Jugendarbeit keinesfalls in Frage gestellt werden.

Wir erachten die Verankerung der Eidgenössischen Jugendsession im neuen Gesetz als berechtigt. Damit wird diese institutionalisiert und profitiert von der entsprechenden Förderung durch den Bund.

2. Stellungnahmen zu einzelnen Artikeln

Art. 3

Der hier definierte diskriminierungsfreie Zugang zu ausserschulischen Aktivitäten ist richtig. Wir unterstützen diesen vorbehaltlos. Mit Genugtuung stellen wir fest, dass dieser wichtige Grundsatz im Widerspruch zur Zielformulierung in den Erläuterungen steht.

2. Abschnitt: Gewährung von Finanzhilfen an private Trägerschaften

Art. 6 bis 10

Die „Kann-Formulierung“ in allen Artikeln des Abschnitts lassen zu viel Interpretationsspielraum zu. Die Fördermassnahmen durch private Trägerschaften sind klarer zu regeln. Die vom Gesetzesentwurf ausgehende Unverbindlichkeit lässt zu vieles offen uns stellt für private Trägerschaften eine untaugliche Grundlage dar.

Art. 7 Abs. 2 lit. c Buchstabe 2

Für die Ausrichtung der Finanzhilfe ist bei Buchstabe 2 der internationale Jugendaustausch wesentlich. Wir verstehen nicht, warum nur der Austausch auf internationaler Ebene gefördert werden soll. Gerade die heutige Problematik der gegenseitigen Akzeptanz der verschiedenen Sprachregionen in der Schweiz verdient, dass der nationale Austausch über die Sprachgrenzen hinweg bevorzugt wird. Die Jugendlichen lernen eine andere Sprachregion mit ihren kulturellen Eigenheiten kennen. Eine wichtige Voraussetzung, um die Vielfalt der Schweiz auch verstehen zu können. Zum Beispiel kann die Organisation „Landdienst“ jährlich über 800 Kinder und Jugendliche sprachübergreifend platzieren. Damit wird ein wichtiger Beitrag zum gegenseitigen Verständnis in unserem viersprachigen Land geleistet. Wir beantragen deshalb, dass im Art. 7, Abs. 2 unter c der Punkt 2 wie folgt formuliert wird: nationaler und internationaler Jugendaustausch.

Art. 8

Bei der Bemessung der Finanzhilfen wird auf Modellvorhaben mit gesamtschweizerischer Bedeutung Wert gelegt. Es ist wichtig und richtig innovative Projekte zu unterstützen. Innovation soll aber nicht als Zwang verstanden werden. Gerade altbewährte Angebote können sich nicht immer wieder neu erfinden und laufen deshalb Gefahr, bei der Bemessung der Finanzhilfe zu wenig berücksichtigt zu werden.

Art. 10, Abs. 2

Der Bund gewährt nur dann Finanzhilfe an private Trägerschaften, wenn diese nachweisen können, dass sich die Jugendlichen an der Vorbereitung und Durchführung angemessen beteiligen. Der Grundsatz ist richtig. Es ist aber nicht klar, was darunter zu verstehen ist. Handelt es sich um eine finanzielle Beteiligung oder um Leistungen in der Form von eigentlicher Mitarbeit?

Wir fordern in diesem Punkt eine aussagekräftigere Definition.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Eingaben.

Freundliche Grüsse

Schweizerischer Bauernverband



Hansjörg Walter
Präsident



Jacques Bourgeois
Direktor

Bundesamt für Sozialversicherungen
Geschäftsfeld Familie, Generationen
und Gesellschaft
Effingerstr. 20
3003 Bern

Bern, 14. Januar 2010

Stellungnahme: Bundesgesetz über die Förderung der ausserschulischen Arbeit mit Kindern und Jugendlichen:

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Schweizerische Gewerkschaftsbund (SGB) bedankt sich für die Einladung zur Teilnahme am Vernehmlassungsverfahren zur Totalrevision des Bundesgesetzes vom 6. Oktober 1989 über die Förderung der ausserschulischen Jugendarbeit.

Der SGB anerkennt die Bemühungen des Bundesrates, mit der Totalrevision des Jugendförderungsgesetzes den Entwicklungen im Bereich der Kinder- und Jugendförderung Rechnung zu tragen. Er begrüsst die aus seiner Sicht fällige Totalrevision im Allgemeinen. Mit einem neuen Gesetz kann den Entwicklungen im Bereich der Kinder- und Jugendförderung Rechnung getragen werden. So insbesondere durch die Ausdehnung des Gesetzes auf das Kindesalter und durch die Anerkennung der Bedeutung der nicht organisierten, offenen Jugendarbeit.

Zeitgleich möchte der SGB aber festhalten, dass die Totalrevision auf keinen Fall zu einer Schwächung der verbandlichen, organisierten Kinder- und Jugendarbeit führen darf. Eine Konkurrenzierung der beiden Bereiche der ausserschulischen Arbeit mit Kindern und Jugendlichen muss auf jeden Fall verhindert werden: Beide Bereiche sind für die Entwicklung und das Wohlbefinden der jungen Generation enorm wichtig und leisten einen unabdingbaren Beitrag zur Förderung von Partizipation und non-formaler Bildung.

Kritisch äussert sich der SGB gegenüber den im beigelegten Bericht vorgesehenen finanziellen Ressourcen. Bereits heute reichen die Finanzen keineswegs für eine nachhaltige und innovative Kinder- und Jugendförderung aus. Eine Erhöhung des Kredits ist längst fällig und dies auch ohne eine Ausdehnung der Anforderungen und Aufgabengebiete.

Auch gegenüber der gesetzlichen Verankerung der Jugendsession und der Mitfinanzierung von Projekten auf Gemeindeebene äussert sich der SGB kritisch. Dies wird in den Anmerkungen zu den einzelnen Artikeln (namentlich Art. 1, Art. 10, Art. 11 und Art. 25) ausführlicher begründet.

Folgende Punkte müssen aus Sicht des SGB bei einer Totalrevision unbedingt berücksichtigt werden:

1. Erweiterung der Zielgruppe auf das Kindesalter: Die Grenzen zwischen Kindes- und Jugendalter werden immer fließender. Dieser gesellschaftlichen Veränderung kann nur mit der Erweiterung der Zielgruppe des Jugendförderungsgesetzes Rechnung getragen werden. Der Förderungsbedarf von Kindern besteht insbesondere im Hinblick auf die Integration und das frühzeitige Erlernen von Partizipation an der Gesellschaft.
2. Anerkennung der ausserschulischen Kinder- und Jugendarbeit als Lern- und Bildungsort: Die ausserschulische Arbeit mit Kindern und Jugendlichen leistet einen unverzichtbaren Beitrag im Bereich der non-formalen Bildung. Der SGB begrüsst, dass der Bund diese wichtige Rolle, der im ausserschulischen Bereich tätigen Organisationen, anerkennt.
3. Förderung von Kindern und Jugendlichen mit besonderem Förderbedarf: Der SGB begrüsst, dass alle Kinder und Jugendlichen gleichermassen Zugang zu ausserschulischen Angeboten haben sollen. Die Integrationsmassnahmen der Jugendorganisationen und der offenen Jugendarbeit sind vielerorts bereits erprobt. Der SGB hält jedoch fest, dass den Bemühungen zur Förderung von Kindern und Jugendlichen mit besonderem Förderbedarf, insbesondere auch bei der Zuteilung von finanziellen Ressourcen, Rechnung getragen werden muss. Zudem darf diese Förderung keineswegs zu einer Priorisierung zwischen unterschiedlichen Gruppen von Kindern und Jugendlichen führen. Der derzeitige Fokus wird zu stark auf einzelne Zielgruppen gelegt. Im erläuternden Bericht wird Kindern und Jugendlichen mit besonderem Förderbedarf starke Beachtung geschenkt. Dies mag gesellschaftspolitisch verständlich sein, birgt aber auch die Gefahr in sich, dass in der öffentlichen Diskussion einmal mehr die Defizite einiger Jugendliche in den Vordergrund gestellt werden, statt das Potential aller zu berücksichtigen. Der SGB spricht sich klar dafür aus, dass die Kinder und Jugendlichen in ihrer ganzen Breite und Vielfalt gefördert werden.
4. Informations- und Erfahrungsaustausch, Vernetzung von Fachpersonen und –organisationen sowie Koordination der Bundesstellen, die sich mit kinder- und jugendpolitischen Fragen befassen: Der SGB begrüsst diese verstärkte Vernetzung und Koordination im Sinne einer Verbesserung der Qualität und Professionalität der Kinder- und Jugendarbeit.
5. Erhöhung der zur Verfügung stehenden Ressourcen zur Kinder- und Jugendförderung: Die im Bericht erwähnten finanziellen Ressourcen sind absolut ungenügend, insbesondere in Anbetracht der zusätzlichen Aufgaben, Zielgruppen und Trägerschaften. Eine Erweiterung der Aufgaben des Bundes im Bereich des revidierten Kinder- und Jugendförderungsgesetzes ist aus Sicht des SGB nur mit einer deutlichen Erhöhung der zur Verfügung stehenden Mittel realisierbar. Die Erweiterung der Zielgruppe sowie der Trägerschaften darf in keinem Fall zu Einsparungen zu Lasten der bisher im Jugendförderungsgesetz berücksichtigten AkteurInnen oder der bisher unterstützten Aktivitäten im Bereich der ausserschulischen Jugendarbeit führen. Die vorgesehene Senkung der Bundesmittel (insbesondere bei den jährlichen Subventionen von Kinder- und Jugendorganisationen) gefährdet die Arbeit vieler Jugendorganisationen und führt zu einer Schwächung der organisierten ausserschulischen Jugendarbeit.

Stellungnahme zu den einzelnen Bestimmungen:

1. Abschnitt: Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Gegenstand

Der SGB steht der Unterstützung von Gemeinden für Vorhaben im Bereich der ausserschulischen Kinder und Jugendarbeit skeptisch gegenüber. Gemeinden haben eine wichtige Funktion in der Entwicklung von lokalen Angeboten, bieten aber direkt kaum Partizipationsmöglichkeiten für Kinder und Jugendliche. Der Partizipation von Kindern und Jugendlichen kommt im Kinder- und Jugendförderungsgesetz eine besondere Bedeutung zu, welche nicht durch die Unterstützung von Gemeinden und deren Angeboten unterlaufen werden darf. Zudem besteht die Gefahr, dass Projekte auf Gemeindeebene lokal verankert bleiben, womit der Bund seine, in der Bundesverfassung verankerte subsidiäre Rolle, überschreiten würde.

Die Erweiterung des Gegenstandes auf die Gemeinden stellt zudem unter dem vorgesehenen finanziellen Rahmen (vgl. Bericht) eine Gefahr für die Finanzierung der nationalen Kinder- und Jugendprojekte und -strukturen dar.

Art. 2 Zweck

Grundsätzlich einverstanden.

Art. 3 Diskriminierungsfreier Zugang zu ausserschulischen Aktivitäten

Grundsätzlich einverstanden.

Art. 4 Zielgruppe

Der SGB lehnt die Herabsetzung der oberen Altersgrenze der Zielgruppe auf die Vollendung des 25. Altersjahres ab. Gerade weil die Grenzen zwischen Kindes-, Jugend- und Erwachsenenalter immer fließender werden, muss der individuellen Entwicklung und Gestaltung der Adoleszenzphase Rechnung getragen werden.

Ein differenziertes Abgrenzen zwischen TeilnehmerInnen und LeiterInnen in der Praxis der ausserschulischen Jugendarbeit ist zudem nur schwer, und für einige Organisationen überhaupt nicht, umsetzbar.

Art. 5 Begriffe

Grundsätzlich einverstanden.

2. Abschnitt: Gewährung von Finanzhilfen an private Trägerschaften

Art. 6 Voraussetzungen

Grundsätzlich einverstanden.

Art. 7 Finanzhilfen für die Betriebskultur und für regelmässige Aktivitäten

Art. 7, Abs. 1: Grundsätzlich einverstanden.

Art. 7, Abs. 2, a. - c.: Grundsätzlich einverstanden.

Zu Art. 7, Abs. 2, d. 1.:

Der SGB ist gegen die Festlegung des Mitgliederbestandes auf 1000 Kinder und Jugendliche. In der Schweiz gibt es zahlreiche kleinere Verbände, welche dennoch schweizweit aktiv sind und die

diversen Zielgruppen, beispielsweise insbesondere Kinder und Jugendliche mit besonderem Förderbedarf, erreichen. Organisationen, welche die Ziele und Strategien des Bundesrats zur ausserschulischen Arbeit mit Kindern und Jugendlichen umsetzen, sollen aus Sicht des SGB auch von der Unterstützung durch den Bund profitieren können. Insofern sollten auch die Ziele der Organisationen und der Modellcharakter ihrer Arbeit relevant sein für den Entscheid über eine unterstützende Finanzierung.

Zu Art. 7, Abs. 2, d. 2.:

Der SGB spricht sich gegen die festgelegte Mindestzahl von 100 Auslandsaufenthalten pro Jahr aus. Jugendorganisationen, welche längere Auslandsaufenthalte, beispielsweise zwischen 6 und 12 Monaten organisieren, würden durch die Mindestzahl benachteiligt, weil solche Aufenthalte bedeutend schwieriger zu vermitteln und zu organisieren sind. Wenn eine Mindestzahl gesetzlich festgelegt wird, soll diese deutlich herabgesetzt werden und zudem auch die Anzahl Austauschstage pro Austausch und Jahr berücksichtigt werden. Nur so kann längeren Aufenthalten Rechnung getragen werden.

Zu Art. 7, Abs. 2, d. 3.:

Dieser Punkt öffnet die, im selben Artikel festgelegten Beschränkungen für den Zugang zu Finanzmitteln, wieder vollständig. Der SGB spricht sich deshalb für die Streichung dieses Punktes aus.

Art. 8 Finanzhilfen für Modellvorhaben und Partizipationsprojekte von gesamtschweizerischer Bedeutung

Grundsätzlich einverstanden.

Art. 9 Finanzhilfen für Aus- und Weiterbildung

Grundsätzlich einverstanden.

Art. 10 Eidgenössische Jugendsession

Der SGB begrüsst die Bestrebung des Bundesrats, seine Verantwortung im Bereich der politischen Partizipation von Jugendlichen gesetzlich zu verankern. Allerdings kritisiert der SGB die gesetzliche Verankerung eines spezifischen Projektes. Im Bereich politische Partizipation und Bildung gibt es zahlreiche Projekte mit nationaler Reichweite, welche genauso eine gesetzliche Verankerung und jährliche Finanzierung in Anspruch nehmen könnten. Die Beschränkung auf ein partikulares Projekt verhindert das mittel- und langfristige Mitfinanzieren anderer Projekte mit vergleichbarer Zielsetzung. Für die Förderung der politischen Partizipation und Bildung als wichtiger Teil der schulischen und ausserschulischen Jugendarbeit ist die gesetzliche Verankerung der Jugendsession absolut unzureichend. Insbesondere die Förderung von Partizipationsformen, anders als Parlamente und Kommissionen, ist dadurch nicht gewährleistet. Der SGB würde einen separaten Abschnitt „Partizipation“ mit genaueren Ausführungen zur politischen Partizipation von Jugendlichen begrüssen.

3. Abschnitt: Gewährung von Finanzhilfen an Gemeinden

Art. 11

Der SGB steht der Finanzierung von Projekten auf Gemeindeebene aus oben erwähnten Gründen (vgl. Stellungnahme zu Art. 1) kritisch gegenüber.

4. Abschnitt: Gewährung und Bemessung der Finanzhilfen

Art. 12 Grundsatz

Grundsätzlich einverstanden.

Art. 13 Höhe der Finanzhilfen

Die in Abs. 2 erwähnten Ausnahmen (namentlich Art. 10, eidgenössische Jugendsession) sollen grundsätzlich für Vorhaben von besonderer Bedeutung und Qualität Gültigkeit haben. Insbesondere für die langfristige Förderung von Projekten im Bereich der politischen Partizipation sollen die gesetzlich festgelegten Ausnahmen bestehen.

Art. 14 Bemessung der Finanzhilfen

Der SGB ist mit den erwähnten Kriterien für die Bemessung der Finanzhilfen grundsätzlich einverstanden. Besonders wichtig erscheint dem SGB die Berücksichtigung des Partizipationsgrades von Kindern und Jugendlichen in der ausserschulischen Arbeit.

Der konkreten Auslegung der Förderung von Kindern und Jugendlichen mit besonderem Förderbedarf steht der SGB kritisch gegenüber: Vielerorts wurden bereits Massnahmen initiiert, die besonderen Bedürfnisse einiger Kinder und Jugendlichen zu berücksichtigen. Wird die Höhe von Finanzhilfen jedoch anhand quantitativer Kennzahlen festgelegt, führt dies zu einer Stigmatisierung der betroffenen Kinder und Jugendlichen. Der SGB hält fest, dass die quantitative Messung des besonderen Förderbedarfs von Kindern und Jugendlichen wenig aussagekräftig und diskriminierend ist.

In der ausserschulischen Kinder- und Jugendarbeit besteht ein hoher Anspruch, Kinder und Jugendliche aller Bevölkerungsschichten anzusprechen und zu erreichen. Dies setzt einerseits ein umfassendes fachliches und methodisches Wissen voraus und bedingt andererseits die sorgfältige Erarbeitung und Evaluation geeigneter Massnahmen und Methoden. Dies ist nicht in jedem Fall und keinesfalls innerhalb kurzer Zeit möglich. Die Berücksichtigung der Bedürfnisse von Kindern und Jugendlichen mit besonderem Förderbedarf kann deshalb kein zwingendes Kriterium für das Erteilen von Finanzhilfen sein, sondern lediglich als positiver Anreiz im Falle der Berücksichtigung dieser Zielgruppe wirken.

An dieser Stelle sei erneut darauf hingewiesen, dass diese anspruchsvolle Integrationsfunktion in der ausserschulischen Kinder- und Jugendarbeit nur wahrgenommen kann, wenn die entsprechenden Mittel zur Verfügung gestellt werden. Dies wird leider im begleitenden Bericht zurzeit nicht ausreichend berücksichtigt.

Art. 15 Gewährung von Finanzhilfen durch Organisationen des privaten und öffentlichen Rechts

Den Einbezug von ExpertInnen der ausserschulischen Kinder- und Jugendarbeit bei der Vergabe von projektbezogenen Finanzhilfen, erachtet der SGB als Voraussetzung für die Auslegung von Finanzierungskriterien auf Gesetzes- und Verordnungsstufe. Die wichtigsten nationalen AkteurInnen sollen hierbei berücksichtigt werden. In diesem Sinne sieht der SGB insbesondere den Einbezug von Kinder- und Jugendvertretungen bei der Verteilung von Jahrespauschalen und projektbezogenen Finanzhilfen als unabdingbar.

5. Abschnitt: Verfahrensbestimmungen

Art. 16 Verfahren

Grundsätzlich einverstanden.

Art. 17 Verweigerung und Rückforderung von Finanzhilfen

Grundsätzlich einverstanden.

6. Abschnitt: Austausch, Koordination und Kompetenzentwicklung

Art. 18 Informations- und Erfahrungsaustausch

Der SGB würde eine Ergänzung dieses Artikels um Fachorganisationen begrüssen. Grundsätzlich ist er aber einverstanden mit der gesetzlichen Verankerung des Informations- und Erfahrungsaustausches insbesondere als qualitätssichernde Massnahme.

Art. 19 Koordination auf Bundesebene

Der SGB begrüsst die Koordinationsbestrebungen des Bundes. Er möchte aber festhalten, dass eine hierfür notwendige personelle Aufstockung im zuständigen Bundesamt nicht aus dem Kinder- und Jugendförderungskredit finanziert werden kann, da dieser ausschliesslich die Förderung der Tätigkeiten im Bereich der ausserschulischen Arbeit mit Kindern und Jugendlichen finanzieren soll.

Art. 20 Kompetenzentwicklung

Der SGB betont, dass diese wichtige Massnahme keinesfalls zu Einsparungen zu Lasten der bisher im Jugendförderungsgesetz berücksichtigten Akteurinnen führen darf.

7. Abschnitt: Eidgenössische Kommission für Kinder- und Jugendfragen (EKKJ)

Art. 21

Der SGB lehnt die Zusammensetzungsklausel, welche verlangt, dass ein Drittel der Mitglieder der EKKJ unter 30-jährig sein müssen, ab. Aufgrund der Mandatsdauer und aufgrund der Aufgabe und der Verantwortung, welche der EKKJ aufgetragen werden, ist es nicht realistisch, dass diese Klausel eingehalten werden kann. Der SGB empfiehlt deshalb, die Klausel zu ändern: ein Drittel der Mitglieder müssen *bei ihrer Wahl* unter 30 Jahren sein. Zudem können EKKJ und Bundesrat zusätzlich angehalten werden, sich zu bemühen, jüngere Mitglieder zur Wahl zu empfehlen bzw. zu wählen.

8. Abschnitt: Schlussbestimmungen

Art. 23 Evaluation

Vergleiche Anmerkung zu Art. 20.

Art. 24 Aufhebung des bisherigen Rechts

Grundsätzlich einverstanden.

Art. 25 Übergangsbestimmungen

Der SGB sieht die Bedeutung der Entwicklung einer Kinder- und Jugendpolitik auf Kantonebene. Er ist der Meinung, dass die Kantone motiviert werden sollten, die lokalen Organisationen der

ausserschulischen Kinder- und Jugendarbeit in die Entwicklung der kantonalen Kinder- und Jugendpolitik einzubeziehen und sie als lokale AkteurInnen der Kinder- und Jugendförderung finanziell mit zu unterstützen. Der SGB befürwortet die Übergangsbestimmung und verbindet damit die Hoffnung, dass die vorgesehenen Impulsprogramme die Kantone dazu motivieren werden, eine eigene Kinder- und Jugendpolitik auf- beziehungsweise ihre bestehende Politik auszubauen und sich dabei zu koordinieren.

Längerfristig ist jedoch sicherlich das Ziel weiterzuverfolgen, einen Artikel in die Bundesverfassung zu integrieren, der es dem Bund erlauben würde, verbindliche Rahmenbedingungen für die Kinder- und Jugendpolitik der Kantone zu erlassen.

Art. 26 Referendum und Inkrafttreten
Grundsätzlich einverstanden.

Mit freundlichen Grüßen

SCHWEIZERISCHER GEWERKSCHAFTSBUND



Paul Rechsteiner
Präsident



Jean Christophe Schwaab
Zentralsekretär



Elena Obreschkow
Präsidentin
Jugendkommission

Travail.Suisse
Hopfenweg 21
Postfach 5775
3001 Bern

Syna - die Gewerkschaft
Josefstrasse 59
Postfach
8031 Zürich

Transfair - Der Personalverband
Hopfenweg 21
Postfach
3000 Bern 14

Bundesamt für Sozialversicherungen
Geschäftsfeld Familie, Generationen und
Gesellschaft
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Bern, 14. Januar 2010

Vernehmlassung „Totalrevision des Jugendförderungsgesetzes“

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir möchten uns herzlich bedanken für die Möglichkeit, Stellung nehmen zu können zum Entwurf des neuen Jugendförderungsgesetzes.

Allgemeine Bemerkungen

Im Grundsatz stimmen wir dem Gesetzesentwurf zu. Vor allem begrüßen wir, dass mit dem neuen Gesetz

- mehr Klarheit im Bereich der Jugendförderung geschaffen wird
- auch die offene Jugendarbeit Berücksichtigung findet
- ebenfalls die Kinder ab 4 Jahren erfasst werden
- die Unterstützung der Jugendsession gesetzlich verankert wird.

Als problematisch empfinden wir im Gesetzesvorschlag

- die Finanzierung der Gemeinden für zeitlich begrenzte Vorhaben
- die Unterscheidung bei den Zielgruppen in Bezug auf das Alter
- die Regelungen im Bereich des Informations- und Erfahrungsaustausches.

Bemerkungen aus Sicht der Gewerkschaften und Arbeitnehmerverbänden

Wir sind dankbar für die Erwähnung der „Jugendabteilungen der Gewerkschaften“ auf Seite 29 des erläuternden Berichtes. Die Gewerkschaften leisten mit ihrer Jugendarbeit und ihren Jugendabteilungen einen wichtigen Beitrag zur sozialen und politischen Integration der Jugendlichen. Von der politischen Stellungnahme auf nationaler Ebene über Kurse und Veranstaltungen sowie Informationen (Broschüren, Websites) für und von Jugendlichen bis hin zu Beratungsgesprächen für Jugendliche ist alles zu finden. Die gewerkschaftlichen Jugendabteilungen zeichnen sich dabei durch starke multikulturelle Durchmischungen aus. Die gratis angebotenen Kurse und Veranstaltungen sind niederschwellig zugänglich.

Aus Sicht der Gewerkschaften und Arbeitnehmerverbände ist es wichtig, dass die Jugendarbeit der einzelnen Verbände national in einem Dachverband koordiniert wird. Wir gehen davon, dass die im Art. 7.1 erwähnte Koordinationsplattform die Strukturen der Gewerkschaften aufnimmt und der Arbeitnehmerdachverband als Koordinationsplattform angesehen wird.

Bemerkungen zu einzelnen Artikeln

Art. 1 Gegenstand

Absatz b streichen	<p>Dieses Gesetz regelt:</p> <p>b. die Unterstützung der Gemeinden für zeitlich begrenzte Vorhaben im Bereich der ausserschulischen Arbeit.</p> <p><i>Die Unterstützung der Gemeinden können wir nicht befürworten. Projekte der Gemeinden sind von den Kantonen zu unterstützen, nicht vom Bund. Der Bund hat gesamtschweizerisch oder sprachregional tätige Organisationen zu subventionieren, die ja gerade nicht die Möglichkeit haben, als gesamtschweizerische oder sprachregionale Organisationen Geld von den Kantonen oder Gemeinden zu erhalten.</i></p>
--------------------	---

Art. 4 Zielgruppen

Art. 4 ändern	<p>Zielgruppen dieses Gesetzes sind:</p> <p>a. alle in der Schweiz wohnhaften Kinder und Jugendlichen ab dem Kindergartenalter bis zum vollendeten 25. Altersjahr;</p> <p>b. Jugendliche bis zum vollendeten 30. Altersjahr, die unentgeltlich in leitender, beratender oder betreuender Funktion in einer privaten Trägerschaft tätig sind.</p> <p><i>Die Unterscheidung zwischen „betroffenen“ und „leitenden“ Jugendlichen im vorgeschlagenen Gesetzestext ist sinnvoll. Sie bildet eine wichtige Realität der ausserschulischen Jugendarbeit ab. Die Einführung einer Unterscheidung zwischen 25- und 30-Jährigen ist allerdings zu hinterfragen. Sie schafft mehr Schwierigkeiten als sie Probleme löst. Denn der Übergang vom Jugendalter ins Erwachsenenalter ist fließend.</i></p> <ul style="list-style-type: none">◦ <i>So zieht sich einerseits die grosse Mehrzahl der so genannten Jugendlichen sich vor dem 25. Altersjahr aus der Jugendarbeit zurück und die grosse Mehrzahl der „leitenden“ Jugendlichen ist unter 25 Jahren.</i>◦ <i>Andererseits gibt es Situationen, in denen über 25-Jährige sich verstärkt für eine politische oder gesellschaftliche Integration interessieren und allenfalls</i>
---------------	---

	<p><i>bereit sind, ehrenamtliche Führungsfunktionen zu übernehmen.</i></p> <p><i>Damit die Angebote der ausserschulischen Jugendarbeit nicht mit unnötigen gesetzlichen Hürden und Abgrenzungen zu kämpfen haben, schlagen wir eine neue Formulierung vor:</i></p> <p>Zielgruppen dieses Gesetzes sind:</p> <p>a. (neu)<u>alle in der Schweiz wohnhaften Kinder und Jugendlichen ab dem Kindergartenalter bis zum vollendeten 30. Altersjahr, die</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ <u>entweder als Betroffene von den Zielen des Gesetzes profitieren</u> ◦ <u>oder als leitende, beratende oder betreuende Person unentgeltlich in einer privaten Trägerschaft tätig sind.</u>
--	---

Art. 7 Finanzhilfen für die Betriebsstruktur und für regelmässige Aktivitäten

Absatz 1 Ergänzung im erläuternden Bericht	<p><i>Im Artikel 7 werden die Dachverbände und Koordinationsplattformen erwähnt. Wir gehen davon aus, dass Travail.Suisse als Dachverband der Arbeitnehmenden als Koordinationsplattform angeschaut wird. Für unsere Jugendarbeit und Jugendabteilungen in den Verbänden spielt die koordinierende Funktion des Dachverbandes eine zentrale Rolle. Wir stellen daher den Antrag, dass im erläuternden Bericht Dachverbände der Arbeitnehmenden als eine mögliche Art der Koordinationsplattform erwähnt werden.</i></p>
Absatz 2.c.1	<p>c. regelmässige Aktivitäten in mindestens einem der folgenden Bereiche durchführen</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Organisation von Veranstaltungen im Bereich ausserschulische Arbeit, <p><i>Der Begriff „Veranstaltung“ scheint uns nur schlecht abzubilden, was in der ausserschulischen Jugendarbeit alles für Aktivitäten durchgeführt werden können. Wir schlagen deshalb vor, den engen Begriff „Veranstaltungen“ durch die Worte „Angebote und Tätigkeiten“ zu ergänzen.</i></p> <p>d. regelmässige Aktivitäten in mindestens einem der folgenden Bereiche durchführen</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Organisation von Veranstaltungen <u>Angeboten und Tätigkeiten</u> im Bereich ausserschulische Arbeit,

Art. 11

streichen	<p>Der Bund kann den Gemeinden Finanzhilfen gewähren für zeitlich begrenzte Vorhaben von gesamtschweizerischer Bedeutung, die Modellcharakter für die Weiterentwicklung der ausserschulischen Arbeit haben.</p> <p><i>Wie wir schon bei Artikel 1 erwähnt haben, können wir die direkte Unterstützung der Gemeinden nicht befürworten. Wir sehen allenfalls eine Möglichkeit, Gemeinden Finanzhilfen zu gewähren, wenn ein nationaler Jugendverband oder Jugenddachverband zusammen mit einer regionalen Jugendorganisation und</i></p>
-----------	--

Art. 11 neu formulieren	<p>einer Gemeinde ein Pilotprojekt mit Modellcharakter durchführen möchte.</p> <p>(Neu) <u>Der Bund kann den Gemeinden Finanzhilfen gewähren, wenn das Vorhaben in einem direkten Zusammenhang steht mit einem Vorhaben gemäss Art. 8.</u></p>
-------------------------	--

Art. 18 Informations- und Erfahrungsaustausch

Absatz 2 streichen	<p>2. Er fördert den Informations- und Erfahrungsaustausch zwischen den in der Kinder und Jugendpolitik tätigen Fachpersonen.</p>
Absatz 3 streichen	<p>3. Er stellt Informationen über bewährte Arbeitsformen der ausser-schulischen Arbeit zur Verfügung.</p> <p><i>Travail.Suisse hat grosse Mühe mit diesen zwei Regelungen. Wir finden, dass diese zwei Tätigkeiten den Dachverbänden der Jugendarbeit übergeben werden sollen. Es sollen nicht auf Bundesebene Tätigkeiten gemacht werden, welche durch die Dachverbände der Jugendarbeit selber wahrgenommen werden können.</i></p>
Absatz 2 und 3 neu formulieren	<p>2. (neu) <u>Er unterstützt die Dachverbände in ihrer Aufgabe, den Informations- und Erfahrungsaustausch zwischen den in der Kinder- und Jugendpolitik tätigen Fachpersonen.</u></p> <p>3. (neu) <u>Er ermöglicht den Dachverbänden, Informationen über bewährte Arbeitsformen der ausser-schulischen Arbeit zur Verfügung zu stellen.</u></p>

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Mit den besten Grüßen

Im Namen der drei Verbände
Travail.Suisse, Syna und transfair

Bruno Weber-Gobet

Bruno Weber-Gobet
Mitglied der Geschäftsleitung Travail.Suisse